

formation plutôt qu'avec le Parti communiste. Cet événement capital s'est concrétisé lors de l'inauguration du port d'Abidjan en 1951. Il allait, avec la loi-cadre de Gaston Defferre (1956), puis l'indépendance, en 1960, éviter à l'Afrique noire française le drame d'une décolonisation sanglante.

Le P.D.C.I. remporte les élections locales de 1957 sur les partis suscités par l'administration coloniale (Bloc démocratique éburnéen, Entente des indépendants de Côte-d'Ivoire). Un gouvernement est mis en place avec Auguste Denise comme vice-président ; Houphouët-Boigny accède à la présidence en 1959. Pourtant, l'échec de la Fédération du Mali (1958), qui devait regrouper une grande partie des colonies de l'ancienne A.-O.F., a marqué la première grande épreuve de la Côte-d'Ivoire. Le conflit entre le leader ivoirien et Léopold Sédar Senghor, président du Sénégal, a, en effet, atteint son point culminant ; Abidjan ne voudra plus être à la remorque de Dakar, et entraînera dans son sillage la Haute-Volta, le Dahomey et le Niger (création du Conseil de l'entente, 1959). Grâce à son infrastructure portuaire et à ses voies de communications (le chemin de fer Abidjan-Ouagadougou), la Côte-d'Ivoire deviendra un ami obligé pour les pays sahéliens enclavés.

Au cours des années succédant à l'indépendance (août 1960), le président Houphouët-Boigny affermit son pouvoir en écartant nombre de dauphins potentiels au sein du P.D.C.I., devenu parti unique, parfois sous l'accusation de complots (1963, 1964). Le renouvellement des élites politiques a surtout bénéficié à une génération de techniciens et d'universitaires n'ayant pas connu les luttes antérieures à l'indépendance.

Les années soixante-dix ont été marquées par une croissance d'autant plus spectaculaire que dans les pays voisins (Guinée, Ghana, Mali, Haute-Volta) l'économie s'effondrait et que des gouvernements militaires ou civils de plus en plus contraignants se mettaient en place. Les élections de 1970, 1975, 1980 et 1985 ont confirmé (avec près de 100 p. 100 des voix) l'autorité du président Houphouët-Boigny et l'orientation politique d'un régime qui n'a cessé de s'appuyer sur un parti unique (P.D.C.I.-R.D.A.), courroie de transmission entre le chef de l'État et le peuple. La politique d'ouverture résultant des travaux du VII^e congrès du parti a favorisé un rajeunissement du personnel politique, mais dans le seul cadre du parti unique.

Comme la plupart des pays africains, la Côte-d'Ivoire n'a pas échappé à la menace des complots militaires (1975), au mécontentement social (Treichville, 1969), à la contestation étudiante (1969, 1977, 1982), aux tendances séparatistes (pays Sanwé, 1969), à l'opposition des ethnies minoritaires face au centralisme du groupe dominant baoulé et à la résurgence des groupements politiques non autorisés (répression du Mouvement éburnéen, 1970). Mais de tels événements, qui auraient pu être lourds de conséquences dans une période économique incertaine, n'ont pas eu de suite. À l'occasion du remaniement ministériel du 20 juillet 1977, neuf ministres étaient écartés. Quatre d'entre eux étaient les principaux artisans de l'essor économique (Mohamed Diawara au Plan, Henri Konan Bédié à l'Économie et aux Finances, Arsen Assouan Usher aux Affaires étrangères et Abdoulaye Sawadogo à l'Agriculture). En même temps qu'était dénoncée la corruption (loi anticorruption du 23 juin 1977), des mesures spectaculaires étaient prises par le président lui-même pour donner l'exemple et moraliser la vie publique (don de ses plantations pilotes de Yamoussoukro, contrôle du prix des denrées de base).